



Monsieur Bruno Le Maire,
Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance
139 rue de Bercy,
75572 Paris

Le 11 mars 2021

LES SÉNATRICES ET
SÉNATEURS
SOCIALISTES,
ÉCOLOGISTES ET
RÉPUBLICAINS DE
NOUVELLE-AQUITAINE

Objet : Fonderies du Poitou

Monsieur le Ministre,

Le Châtelraudais (Vienne) est un des bassins industriels essentiels de la région Nouvelle-Aquitaine. Depuis plusieurs mois des entreprises importantes de ce territoire subissent des vagues de licenciements sans précédent.

Au premier rang de ces entreprises figurent les Fonderies du Poitou Fonte à Ingrandes, reprises en 2019 par le groupe GFG Alliance Liberty House. Ce groupe a également repris les Fonderies du Poitou Alu.

Lors de cette reprise, le groupe Liberty avait annoncé des investissements dans un objectif de diversification pour faire face à la baisse de fabrication des voitures diesels et de contractualisation avec des donneurs d'ordres autres que Renault. Nous le savons tous, pour un sous-traitant avoir plusieurs donneurs d'ordres est vital pour survivre à des crises ou au désistement de l'un d'eux. Les salariés et leurs représentants ont cru en ces engagements. Leur sens des responsabilités et la qualité du savoir-faire de ces travailleurs n'ont pas été, selon nous, respectés dans ce dossier.

L'État a soutenu le choix de Liberty, y compris financièrement. En vain puisque Liberty n'a jamais investi et n'est jamais allé chercher d'autres marchés. A tel point que la collectivité régionale très attentive à la situation n'a pu verser l'ensemble de la subvention allouée par elle.

Aujourd'hui la situation est critique et réclame des gestes forts :

- S'agissant de l'entreprise des Fonderies du Poitou Fonte, l'inaction de Liberty a conduit Renault se retirer et Liberty a annoncé une fermeture de l'entreprise courant juin 2021 avec un Plan de sauvegarde l'emploi (PSE).

Ce sont 292 salariés qui sont concernés par ce PSE. 292 salariés dont on imagine aisément la détresse et la colère. 292 salariés qui ont besoin d'être soutenus et en particulier par l'État dont nous souhaitons une



implication de tous les instants.

- S'agissant des Fonderies du Poitou Alu, lors de la reprise, le groupe Liberty et Renault, étaient très intéressés par les perspectives de développement de culasses aluminium pour moteur électriques, portées par Fonderie du Poitou Alu. Aujourd'hui nous sommes toujours en attentes des engagements de Renault dans ce secteur. S'ils n'arrivent pas, nous ne pouvons que nous inquiéter de l'avenir de la seconde entreprise Fonderie du Poitou Alu.

Plus généralement la filière de la fonte française dépend de donneurs d'ordres bien souvent français qui ont pour certains l'État comme actionnaire. A quoi sert cette participation au capital si elle ne bénéficie pas aux sous-traitants français qui font encore vivre nos territoires ?

L'État a pris des engagements vis-à-vis des travailleurs en soutenant la reprise par le groupe Liberty. Quelles réponses et garanties pouvez-vous nous apporter s'agissant de l'accompagnement des salariés des Fonderies du Poitou Fonte, de l'avenir des Fonderies du Poitou Alu et plus généralement de cette filière française d'excellence qu'est la fonte et qui mérite une vraie stratégie industrielle d'État ?

Nous comptons sur une intervention forte et décisive de l'État et nous vous prions, Monsieur le Ministre, de croire à notre haute considération.

Mickaël Vallet
Sénateur de Charente-Maritime

Nicole Bonnefoy
Sénatrice de la Charente

Isabelle Briquet
Sénatrice de la Haute-Vienne

Frédérique Espagnac
Sénatrice des Pyrénées-Atlantiques



Hervé Gillé
Sénateur de Gironde

Laurence Harribey
Sénatrice de Gironde

Eric Jeansannetas
Sénateur de la Creuse

Eric Kerrouche
Sénateur des Landes

Jean-Jacques Lozach
Sénateur de la Creuse

Monique Lubin
Sénatrice des Landes

Serge Mérimou
Sénateur de la Dordogne

Christian Redon-Sarrazy
Sénateur de la Haute-Vienne